



Samedi, les agents publics de la santé se sont retrouvés à Paris pour dénoncer la casse de leur secteur. Julien Jaulin / Hans Lucas

« CE QUE FAIT MACRON N'A RIEN À VOIR AVEC LA FRANCE SOLIDAIRE CHÈRE À NOTRE CŒUR. » JEAN LASSALLE, DÉPUTÉ, AU VILLAGE DES SERVICES PUBLICS

SERVICES PUBLICS

Lutte pour un « modèle social »

Les défenseurs des services publics de santé, des transports, du logement, de l'éducation s'étaient donné rendez-vous place de la République à Paris, ce samedi.

Coincidence de calendrier, la place de la République était, ce samedi, occupée d'un côté par des défenseurs de la cause animale, souvent jeunes, venus manifester bruyamment contre les pratiques brutales des abattoirs et pour une alimentation plus saine. De l'autre, non moins déterminés, venant souvent de province, par les participants au village des services publics. « Nos intérêts sont bien plus convergents qu'il n'y paraît, remarquait Julien Bayou, conseiller régional d'Île-de-France Europe Écologie-les Verts, venu soutenir les défenseurs des services publics. Nous assistons à une véritable offensive contre notre modèle social qui impacte tout et tout le monde. »

Le dialogue ne s'est pas vraiment noué ce jour-là. En tout cas, côté village, d'un stand à l'autre, le constat de vivre les conséquences d'une même politique ne fait aucun doute. « On ferme non seulement des hôpitaux, mais des gares, des bureaux

de poste. On privatise le rail. On réforme l'éducation, la formation professionnelle, le logement pour les livrer à la concurrence et au privé. Nous sommes face à une lutte globale », estime Michel Jallamion, le président de la Convergence nationale pour les services publics, coorganisatrice de la manifestation parisienne.

Ainsi, à l'hôpital Henri-Mondor (Val-de-Marne), le jeu de transfert et de fusion de services met en péril toute la chaîne hospitalière, à commencer par la prise en charge des patients, contraints d'aller consulter plus loin. Mais également la carrière des professionnels, l'enseignement universitaire et la recherche. Selon Fabien Cohen, pré-

sident de la coordination de défense de l'hôpital, « les restructurations dépassent la question économique. La direction de l'AP-HP veut concentrer l'excellence médicale sur les hôpitaux de la capitale ». Exit l'excellence de banlieue.

Exit également la proximité des établissements dans les territoires ruraux ou difficiles d'accès. À Tonnerre (Yonne), il faudra parcourir 40 kilomètres sur les routes pour rejoindre l'hôpital d'Auxerre, si les urgences ferment. « J'estime qu'on n'a pas à faire d'économies sur la santé des gens », proteste Élisabeth Picoche, première adjointe de Tanlay, un village de 1 000 habitants.

L'élue explique que sa commune a financé un point postal sur ses deniers propres pour maintenir ce service public. « La logique du gouvernement est simple : livrer au privé les services rentables. Les autres seront laissés à l'abandon ou transférés aux collectivités locales », juge Didier Le Reste, président de la Convergence nationale du rail. Il prend l'exemple de la suppression de 3 000 emplois dans le fret à la suite de la filiarisation du secteur. Et l'annonce de la suppression de 30 postes de cheminots à la gare de Lyon.

« Nous voulions être visibles, nous le sommes, mais ce n'est qu'une première étape », a déclaré Hélène Derrien, la présidente de la Coordination nationale de défense des hôpitaux et des maternités de proximité, initiatrice de la manifestation, avant de lancer un appel aux usagers : « Les services publics, la protection sociale sont financés par nos cotisations, nos impôts. Ils sont à nous. Défendons-les ! » Venu soutenir la manifestation, Pierre Laurent (PCF) a indiqué que les parlementaires communistes « ne laisseront pas la prochaine loi de finances de la Sécurité sociale votée dans l'indifférence générale ». Le 5 juillet, ils réuniront les personnes rencontrées lors de leur tour de France des hôpitaux pour préparer la mobilisation dès septembre. ●